

Paris, 31 mars 2009,

Crise économique : quelle conséquence pour les femmes ?

Avant la crise, les Européennes étaient plus pauvres, plus touchées par la précarité que ne l'étaient les Européens. En quoi la crise affectera-t-elle la mixité du travail et une meilleure répartition des richesses entre hommes et femmes ? La CLEF et la fondation Jean Jaurès ont organisé samedi 28 mars 2009 une journée d'analyse et de prospective à cette question, réunissant des chercheuses, des syndicalistes et des responsables politiques venues de plusieurs Etats membres de l'Union européenne. Ce séminaire a permis de poser des jalons pour la réflexion et l'action des femmes.

D'abord, il importe de mieux mesurer la situation financière, patrimoniale et sociale des femmes en Europe. Les femmes constituaient la part la plus importante des pauvres avant la crise, nous manquons au niveau national et européen de données pour évaluer les difficultés qu'elles rencontrent aujourd'hui et qui se profilent à moyen terme, dans des configurations familiales où le salaire des femmes n'est plus un salaire d'appoint.

Ensuite, les politiques de l'emploi et de la formation doivent être sexuées et déterminer des objectifs clairs en matière d'accès des femmes à des emplois rémunérés, qualifiés et qualifiants. Quel est l'avenir des femmes dans des politiques essentiellement dédiées au soutien à la construction automobile et au secteur des services à la personne ? Les services publics constituent un immense gisement d'emploi, qui joue également le rôle de frein conjoncturel dans des périodes comme celle que nous vivons. Les Etats doivent investir dans les crèches, dans les écoles, dans le soin aux personnes âgées, dans la santé... autant d'emplois utiles au développement harmonieux d'une économie qui génère moins d'inégalités et de frustrations.

Par ailleurs, si la gouvernance de l'économie doit être remise en cause, les politiques doivent enfin prendre compte de l'objectif de parité dans les décisions économiques : les réunions de banquiers, de financiers publics et privés sont entièrement masculines ! Il existe des femmes capables de prendre et d'assumer des décisions économiques, il est temps de leur donner leur place.

Enfin, les précédentes crises économiques ont souvent été l'occasion d'utiliser les politiques familiales pour faire sortir les femmes du monde du travail et les faire « rentrer à la maison ». La Fondation Jean Jaurès et la CLEF alertent les organisations progressistes et féministes contre cette tentation. N'ajoutons pas de régression humaine et sociale à la régression économique.

**Fondation Jean Jaurès –
Coordination Française pour le Lobby Européen des Femmes**